

## Votation cantonale



Les électeurs de la Ville de Genève (ici au premier plan) ont accepté la loi à presque 63%. LAURENT GUIRAUD

# Les Genevois plébiscitent des quartiers plus denses

**La loi sur la densité a été acceptée à près de 60%. Toutes les communes ont dit oui, pour des raisons diverses**

**Christian Bernet**

Un oui net et clair. Les Genevois ont accepté à une confortable majorité de 59,7% la loi dite «Pour une utilisation rationnelle du sol». Ils ont ainsi soutenu l'idée de fixer des densités minimales dans les futurs quartiers. Toutes les communes ont dit oui. «C'est une satisfaction pour le Conseil d'Etat, a déclaré Antonio Hodgers, nouveau responsable du Département de l'aménagement. Mais il ne faut pas pour autant croire que tout est résolu. Pour construire, il faudra convaincre.»

Convaincre les communes, et surtout les riverains. Or, c'est de ces derniers qu'est partie la contestation. Une myriade d'associations de propriétaires ont lancé le référendum contre la loi, soutenues par l'UDC, le MCG et les Vert'libéraux. En vain. Aucune commune ne les a suivies. Vingt-quatre d'entre elles ont

même plébiscité la loi à plus de 60%.

La carte des résultats permet de distinguer trois ensembles. Les villages et la zone rurale d'abord. Cette zone a accepté la loi le plus massivement. Anières et Céligny ont dit oui à 68%, Bardonnex à 67% et Russin à 66%. Ces communes sont très peu concernées par un texte qui ne s'applique que dans les zones de développement, dont elles sont presque dépourvues. On peut aussi y voir un vote de protection. En assurant la densification ailleurs, elles restent tranquilles chez elles... La deuxième zone est constituée par la Ville de Genève. Celle-ci accepte la loi à presque 63%. Tous ses quartiers disent oui, avec un record à Cité-Rive (69% de oui). Ce résultat ne surprend guère. La Ville est habituée à des densités bien plus fortes que celles préconisées dans la loi.

**La périphérie plus timorée**

Enfin, la troisième catégorie comprend les villes suburbaines, comme Onex, Lancy ou Meyrin, et celles qui sont directement concernées par des projets d'urbanisation. C'est ici que les majorités sont les moins nettes. Confignon et Vernier sont les plus timorées: elles ont dit oui à 52%. Ces com-

**«Je suis rassuré, car j'avais des craintes à la suite de la campagne de fair-play des opposants»**



**Christophe Aumeunier**  
Secrétaire général de la CGI

munes sont aussi celles où la présence du MCG et de l'UDC est la plus forte. Enfin, Chêne-Bougeries se distingue: si elle accepte la loi, son arrondissement de Conches constitue le seul foyer de résistance du canton, avec 58% de non.

«Je suis rassuré car j'avais des craintes à la suite de la campagne à la limite du fair-play des opposants», déclare Christophe Aumeunier. Représentant de la Chambre genevoise immobilière, l'ancien député est à l'origine du texte. «Cette loi n'est pas une révolution, mais elle va au moins mettre les communes sur un pied d'égalité.» Le député Vert François Lefort se dit aussi soulagé.

«C'est un vote raisonnable. Les gens ont compris la nécessité de ne pas gaspiller le sol.»

**Viser la qualité**

Du côté des référendaires, on ne cache pas sa déception: «Nous craignons que cette loi ne crée des tensions avec les communes», déclare Christian Gottschall, président de Pic-Vert, l'Association des propriétaires. «Nous attendons que l'Etat tienne maintenant ses promesses, en assurant des parcs et des zones vertes dans les futurs projets», enchaîne Alain Burri, président du comité référendaire. La députée UDC Christina Meissner souligne, elle, un paradoxe: «Sur le principe, les gens sont pour la densité, mais la refusent quand on passe au concret», dit-elle en faisant référence au vote de Versoix (*lire ci-contre*).

Antonio Hodgers note le même décalage. C'est pourquoi il insiste sur la nécessité de présenter des projets de qualité. La réforme des plans d'urbanisme devrait y contribuer. Opposants et partisans se rejoignent au moins sur ce point-là. Il faut absolument proposer des projets qui fassent envie. «Le problème, dit la Verte Anne Mahrer, c'est que Genève n'a pas de bons exemples récents à montrer.»